

## ATELIER 18

### QUELLES MÉTHODES ET TECHNIQUES D'ENQUÊTE POUR QUELLE SOCIOLOGIE DE L'ACTION PUBLIQUE ?

Joseph FONTAINE, Université Jean Monnet de Saint-Etienne  
Gilles PINSON, Université Jean Monnet de Saint-Etienne  
Andy SMITH, FNSP, CERVL-IEP de Bordeaux

Engagé depuis maintenant plusieurs décennies, le travail de "normalisation" de la science politique au sein du paysage des sciences sociales est aujourd'hui bien avancé. La science politique a reconnu sa dette et son hétéronomie méthodologiques à l'égard des disciplines qui sont ses aînées (sociologie, anthropologie, histoire, etc.). Une majorité sans cesse grandissante des politistes s'attachent désormais à expliciter leur épistémologie et à rendre compte des méthodes et techniques employées dans leur travail de terrain et de l'adéquation de celles-ci par à l'objet étudié.

Pourtant, force est de constater que cet effort collectif de mise au clair épistémologique et méthodologique a essentiellement concerné jusqu'ici la province disciplinaire que l'usage a baptisée -à tort selon nous- "sociologie politique", autrement dit le courant de la science politique qui s'intéresse aux acteurs et aux groupes impliqués dans la compétition politique (études des partis politiques, sociologie électorale, sociologie de l'action collective, sociologie des métiers du politique, etc.). La province qui se situe de l'autre côté de la *summa divisio* qui structure aujourd'hui la discipline et que l'usage appelle les "politiques publiques" semble être restée en retrait de ce travail de mise au clair, à quelques exceptions individuelles près. Le filon de recherche que nous préférons ici qualifier de "sociologie de l'action publique" paie sans doute les frais de son institutionnalisation plus tardive, des liens qui ont longtemps perduré avec la science administrative et peut-être aussi, et de manière paradoxale, d'un empirisme et d'un culte du terrain qui s'est révélé finalement peu propice à la réflexivité méthodologique. Il est donc grand temps que les politistes œuvrant dans cette tradition de recherche procèdent eux aussi à cette mise au point.

C'est ce "retard" que cette proposition de table-ronde a pour ambition de combler en lançant plusieurs pistes problématiques : Y a-t-il une spécificité épistémologique et théorique de la sociologie de l'action publique ? Que cherche-t-on à connaître de l'action publique lorsque que l'on pratique l'analyse des politiques publiques ? Quel usage fait-on des techniques de recherche en matière d'analyse de l'action publique ?

#### PROGRAMME

■ Andy SMITH, et Bernard JULLIEN, FNSP - CERVL - IEP Bordeaux,  
«Les enjeux épistémologiques et méthodologiques d'une économie politique de l'action publique et collective »

- Joseph FONTAINE, CERAPSE - Université Jean Monnet de Saint-Etienne, et, Vincent SPENLEHAUER, GARIG- INRETS ; Marne- la- Vallée,  
« La pratique de l'expertise et la prise de responsabilités institutionnelles constituent-elles des postures d'analyse pertinentes de l'action publique ? »
  
- Gilles PINSON, CERAPSE - Université Jean Monnet de Saint-Etienne, et, Valérie SALA PALA, CRAPE - IEP Rennes,  
« Les usages de l'entretien dans l'analyse de l'action publique : entretien compréhensif ou récit de vie ? »
  
- Cécile BLATRIX, CERAL - Université Paris XIII,  
« Observer l'action publique aujourd'hui : défis et enjeux »
  
- Cesare MATTINA, CEPPEL - Université de Montpellier I,  
« Exploitation des archives et analyse de l'action publique. Le cas des politiques clientélares »

## RÉSUMÉS

- Andy SMITH, et, Bernard JULLIEN, FNSP - CERVL - IEP Bordeaux,  
« Les enjeux épistémologiques et méthodologiques d'une économie politique de l'action publique et collective »

Dans le cadre d'un programme de recherche interdisciplinaire qui cherche à saisir le travail politique dans des secteurs industriels, ce texte tente de préciser sur un plan opérationnel les questions de méthode et de technique d'enquête qu'implique son analyse *in vivo*. Plus précisément, il s'agira de clarifier trois moments d'investigation :

*Le moment 'structuraliste' :*

- ▶ *l'usage de l'analyse statistique.* Les pièges et les lacunes des bases de données 'publiques' et de leur traitement statistique sont bien connus. Mais comment les utiliser au cours d'une enquête impliquant les acteurs privés, collectifs et publics ?
- ▶ *l'analyse de la presse professionnelle.* Cette presse semble représenter une source importante de données chiffrées et de représentations des enjeux. Mais comment la dépouiller sans tomber dans l'illusion a-politique que cette source véhicule généralement ?

*Le moment 'constructiviste' :*

- ▶ *la posture à adopter en entretien.* Interviewer ce type d'acteur ne va pas de soi. Comment cadrer cet exercice afin d'éviter du discours convenu et lisse ?
- ▶ *la gestion du rapport au commanditaire.* La plupart des recherches sur l'industrie implique, sous une forme ou une autre, une commande et donc une relation contractuelle. Comment tirer profit analytique de ce rapport sans perdre l'objectivité du chercheur ?

■ Joseph FONTAINE, CERAPSE - Université Jean Monnet de Saint-Etienne, et, Vincent SPENLEHAUER, GARIG- INRETS ; Marne- la- Vallée,  
« La pratique de l'expertise et la prise de responsabilités institutionnelles constituent-elles des postures d'analyse pertinentes de l'action publique ? »

La « culture du terrain » qui caractériserait les analystes des politiques publiques, encore qu'inégalement pratiquée, peut gagner à sacrifier à de nouveaux rites, telle l'insertion du chercheur dans des démarches d'expertise, comme ce fût le cas pour nous : l'un a participé à des audits sur la gestion du personnel municipal et siège dans des structures régionales d'évaluation des politiques publiques ; l'autre a pris la direction d'un centre de recherche directement impliqué dans les politiques de sécurité routière.

Avec un peu de recul, on considère qu'il s'agit d'un enrichissement pour l'analyse des politiques publiques : une immersion institutionnelle prolongée dans une mairie, dans des forums discutant de l'action publique autour de tel ou tel programme, la direction d'une structure d'expertise spécialisée, permettent des investigations, souvent interdites au chercheur dans le cadre de démarches plus académiques ; du coup, elle peut apporter une vision plus aigüe de certaines caractéristiques des dispositifs d'action, des représentations d'acteurs, des outputs. Au-delà de limites qu'il conviendra d'examiner, les pratiques de l'expertise et la prise de responsabilités sont un enrichissement pour une sociologie de l'action publique.

■ Gilles PINSON, CERAPSE - Université Jean Monnet de Saint-Etienne, et, Valérie SALA PALA, CRAPE - IEP Rennes,  
« Les usages de l'entretien dans l'analyse de l'action publique : entretien compréhensif ou récit de vie ? »

Les usages qui sont faits de l'entretien dans les travaux de sociologie de l'action publique sont sans doute un bon témoin des ambiguïtés qui caractérisent souvent les objectifs scientifiques de ces travaux. S'agit-il de mettre au jour les représentations des acteurs parties prenantes ? L'objectif est-il plutôt de reconstituer des dispositifs d'action, des chaînes de décision ? Notre intention dans cette communication est de montrer qu'il existe deux types bien distincts d'usage de l'entretien dans les enquêtes d'analyse des politiques publiques. Le premier type d'usage est à la fois celui qui est le plus souvent explicité mais qui, pourtant, ne représente pas la majorité des usages qui sont fait de l'entretien dans ces travaux. Il s'agit du recours à l'entretien de type "compréhensif" ayant vocation à mettre au jour des représentations et des idéologies dont sont porteurs les "policymakers" et dont on suppose qu'elles informent largement leurs pratiques. Le deuxième type d'usage est paradoxalement plus fréquent mais beaucoup moins explicité. Il s'agit du recours à l'entretien de type "récit de vie". Ici, le recoupement d'entretiens recueillis auprès d'acteurs des politiques publiques a vocation à reconstituer des séquences historiques, des processus d'action collective, via le recueil de récit amenant les acteurs à restituer la succession des positions qu'ils ont occupées, la succession des choix qu'ils ont eu à opérer. Le croisement de ces données a vocation à produire une vision synthétique de processus d'action inscrits dans le temps et impliquant une pluralité d'acteurs. Nous serons amenés à voir que ces deux types d'usage de l'entretien, qui peuvent cohabiter dans une recherche voire dans un entretien, impliquent des statuts épistémologiques très différents de la parole de l'enquêté et des gestions contrastées de la relation d'enquête, notamment sous l'angle de l'"égalité" et de

la "sincérité" de la relation établie. Notre analyse s'appuiera sur l'étude d'un corpus de travaux récents en sociologie de l'action publique.

■ Cécile BLATRIX, CERAL - Université Paris XIII,  
« Observer l'action publique aujourd'hui : défis et enjeux »

À l'action publique dans une perspective sociologique. Or, de par son statut d'évidence, l'observation est peut-être la technique dont l'usage est le moins réfléchi aujourd'hui.

Observer "l'Etat au concret" pose pourtant des difficultés épistémologiques d'autant plus redoutables dans un contexte marqué par le développement de nouveaux modes d'action publique. Les transformations récentes des modes d'action publique (territorialisation, contractualisation, impératif participatif, remise en cause de l'expertise) imposent aujourd'hui un questionnement méthodologique préalable à l'enquête empirique afin d'identifier le(s) lieu(x) pertinent(s) d'où observer l'action publique. A l'évidence l'observation de l'action publique aujourd'hui ne saurait se réduire à l'observation de ce qui se passe au quotidien dans une administration, quelle qu'elle soit. Elle impose de s'intéresser non seulement aux activités routinières des agents de l'Etat mais exige aussi de s'intéresser aux ressortissants de ces politiques, aux experts/évaluateurs, aux professionnels de la politique, aux acteurs privés.

On voudrait s'interroger ici sur les effets de ces transformations sur les techniques d'enquête utilisées et sur les hypothèses et résultats qu'elles risquent d'induire. Comment observer et analyser les transformations de l'action publique sans surestimer le poids de ces nouvelles arènes, forums hybrides et détours participatifs ? En effet, une caractéristique de ces nouvelles formes de l'action publique est sans doute de générer un effet de focalisation de l'attention sur les scènes les plus accessibles et les plus visibles du processus de décision publique. Sans nier ce qui s'y passe, comment se doter d'outils méthodologiques permettant de ne pas sous-estimer l'importance d'autres circuits qui sont beaucoup plus difficiles d'accès ?

Pour répondre à ces questions la communication s'appuiera sur l'analyse des postures d'observation proposées dans les travaux les plus récents de sociologie de l'action publique et plus précisément sur deux exemples d'actions publiques particulièrement significatifs de par leurs caractéristiques : la politique des transports, et la "démocratie participative".

■ Cesare MATTINA, CEPPEL - Université de Montpellier I,  
« Exploitation des archives et analyse de l'action publique. Le cas des politiques clientélares »

Notre contribution entend porter une réflexion méthodologique sur le rôle des archives et de leur exploitation dans le cadre de travaux de sociologie politique et d'analyse de l'action publique en milieu urbain. A partir d'un travail sur les archives contemporaines de la mairie de Marseille (1970-1990), nous mettrons l'accent sur les traces historiques permettant de comprendre les pratiques politiques des élus et agents administratifs à la frontière entre la norme et l'interprétation de la norme. Complémentaires aux entretiens non-directifs, mais essentielles dans notre étude des phénomènes clientélares à Naples et à Marseille, ces sources nous ont conduit à une meilleure compréhension des mécanismes et des pratiques de redistribution des ressources (principalement emplois publics et logements sociaux) aux différents individus et groupes socioprofessionnels et

ethniques de la société urbaine. Ces traces d'archives permettent de dépasser la dichotomie entre sociologie politique et analyse de l'action publique et de montrer les pratiques souvent occultées des acteurs en même temps que leurs représentations.